



Direction générale des Services techniques
Direction Voirie - Espaces Publics

Objet : **RUE JEAN JAURES - Destination temporaire - CALEND'ARLES 2023 - Montage et démontage des chalets du marché de Noël**

LE MAIRE DE LA VILLE D'ARLES

VU

- La loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative et aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de Police du Maire,
- l'Article R.610-5 du Code Pénal,
- les Articles R110-2, R311-1, R.325-12 à R.325-46, R.411-25, R.417-1, R.417-10 à R.417-13, R.432-1, L.325-1 à L.325-13 du Code de la Route,
- l'Article L.241-3-2 du code de l'action sociale et des familles
- l'Arrêté Général de Circulation, n°17VET028, en date du 4 juillet 2017, réglementant la circulation et le stationnement sur la Ville d'Arles

- Considérant la requête de 2AORGANISATION, adressée par courrier en date du 10 décembre 2023 par laquelle elle sollicite l'autorisation d'organiser le montage et le démontage le **MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 et le JEUDI 14 DÉCEMBRE 2023 et JEUDI 04 JANVIER et VENDREDI 05 JANVIER 2024** ,

- Considérant la nécessité pour le Maire d'assurer la sécurité, le bon ordre public, sur l'ensemble de la Commune.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La circulation s'effectuera dans les deux sens : Pour les camions de 2AORGANISATION avec accompagnement de la police municipale

· **RUE JEAN JAURES**

Le 13/12/2023 et 14/12/2023 de 08:00:00 à 18:00:00

Le 04/01/2024 et le 05/01/2024 de 08:00:00 à 18:00:00

ARTICLE 2 : La pré-signalisation, la signalisation de position et les mesures de protection du déménagement nécessaires à la bonne exécution du présent arrêté seront fournies, mises en place et maintenues en état par la

police municipale et 2AORGANISATION

L'ensemble de ces dispositions devra être conforme aux réglementations en vigueur et aux éventuelles prescriptions particulières.

ARTICLE 3 : En tout état de cause, la continuité du cheminement piétons protégé de la circulation d'une largeur de 1,40 m minimum, devra être maintenue.

ARTICLE 4 : L'entreprise évitera toute activité hors de l'emprise du déménagement.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire prendra toutes dispositions nécessaires pour permettre aux riverains et à leurs fournisseurs d'accéder aux habitations.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'État et de sa publication et/ou notification. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai. Le tribunal administratif peut être saisi de manière dématérialisée par le biais de l'application « télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE 7 : L'entreprise 2AORGANISATION demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution du déménagement ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection du déménagement.

ARTICLE 8 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Madame la Directrice Générale des Services, M. le Commissaire Divisionnaire, M. le Chef de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

ARTICLE 10 : L'ampliation du présent arrêté sera notifiée à 2AORGANISATION - 2/4 rue de l'Europe- 44260 MALVILLE

Arles, le 12 décembre 2023

Le Maire d'Arles

Patrick de Carolis

